Document 1

Comment l'Insee va intégrer le trafic de drogue dans le calcul du PIB

Après plusieurs années de débat, l'Insee a tranché en décidant d'appliquer une demande de l'Europe en ce sens, déjà appliquée dans d'autres pays européens.

LE MONDE | 01.02.2018 à 09h35 | Par Mathilde Damgé

Espagne, Royaume-Uni, Italie… d'autres pays européens avaient déjà commencé, à la demande d'Eurostat en 2014, à adopter un nouveau calcul tenant compte de la consommation de stupéfiants et des activités liées à celle-ci.
Comment, concrètement, l'institut de statistiques français va-t-il faire pour évaluer le poids de la consommation de drogue dans la croissance ?

1. Un calcul sous l'angle de « l'offre »

Les Etats membres de l'Union européenne peuvent choisir le mode d'estimation de leur croissance qui leur convient, mais ils doivent fournir des données harmonisées à Eurostat, l'institut européen des statistiques.
La méthodologie, obtenue auprès de l'office européen, recommande d'aborder la prostitution sous l'angle de *« l'offre »* et de prendre en compte les *« consommations intermédiaires »*, comme la location d'un appartement et l'achat de matériel.
Concernant la drogue, Eurostat conseille de multiplier la quantité consommée par le prix moyen ayant cours dans la rue, tout en faisant jouer le paramètre du *« ratio de pureté »* des produits stupéfiants et des *« coûts de transport et de stockage »* des narcotrafiquants.
« Nous suivons bien une approche de ce type, en nous fondant sur les analyses de chercheurs spécialistes de ces sujets », confirme l'Insee, notamment les travaux de chercheurs de l'Observatoire français des drogues et toxicomanies (OFDT) et de l'Institut national des hautes études sur la sécurité et la justice (INHESJ), sans détailler davantage son approche et les analyses sur lesquelles il s'appuie.

2. Un impact incertain sur le PIB

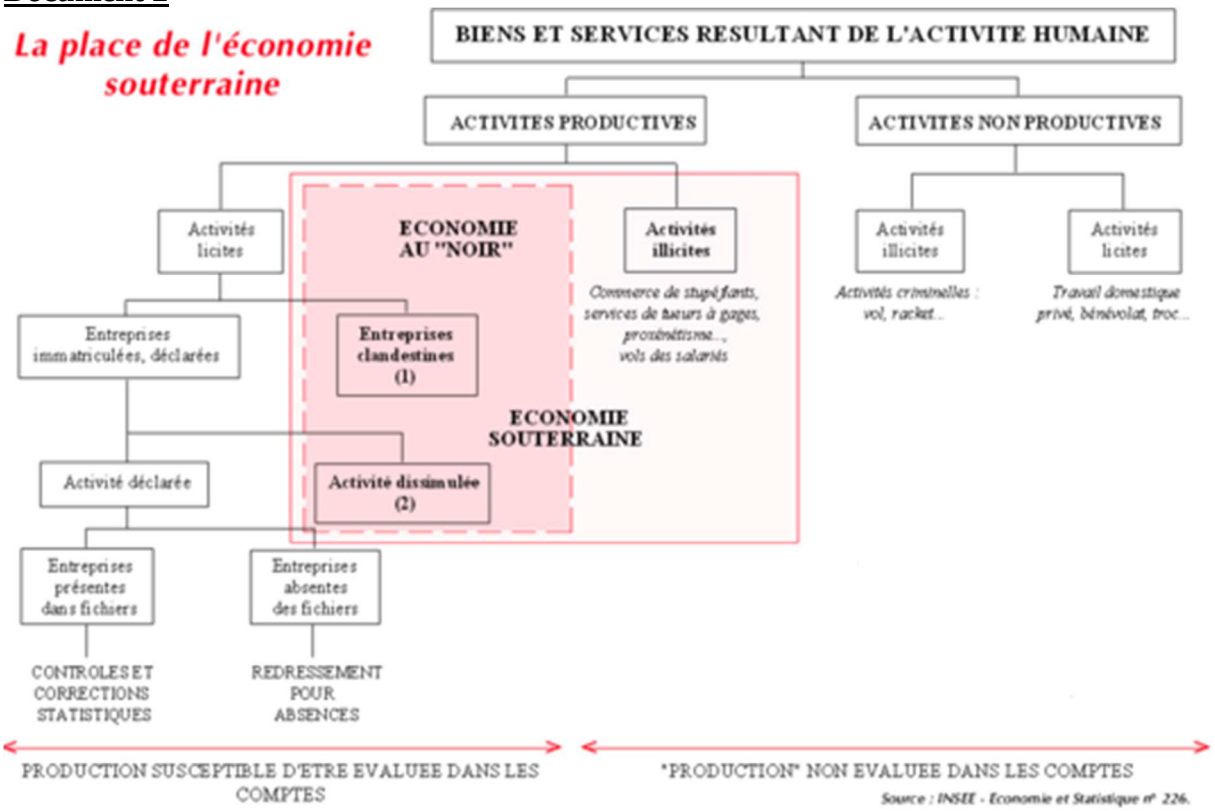
L'explication à l'origine de ce nouveau mode de calcul est que la contribution de chaque membre au budget européen dépend pour partie de son PIB. Or certains Etats membres (Pays-Bas, Suède…) ont, dans leur PIB, une part liée à la drogue et/ou à la prostitution.

« Quelques milliards en plus » pour la France

En France, assure l'Insee, cette prise en compte entraînera *« une révision en très légère hausse du niveau du PIB »*. Le chef du département des comptes nationaux de l'institut public, Ronan Mahieu, évoque le chiffre de *« quelques milliards »* d'euros, à rapporter aux 2 200 milliards d'euros du PIB français.
Difficile d'anticiper de façon plus précise, dans la mesure où les autres pays européens ayant sauté le pas ne détaillent pas dans leur PIB, qui varie chaque année pour des raisons macroéconomiques, quelle part relève des trafics illégaux. D'ailleurs, on ne sait même pas quel pays a adopté quelle méthode ; les pays sont censés se conformer au nouveau mode de calcul, se contente de répondre Eurostat.
Peut-être pour ne pas donner des armes à ceux qui militeraient pour une légalisation, peu de pays ont communiqué sur ces changements de calcul mais l'Allemagne (qui incluait déjà la prostitution dans son PIB) a noté une amélioration de 0,1 point de pourcentage en 2013. Les services statistiques britanniques ont eu partagé un exercice de calcul sur l'année 2009, comprenant du prix moyen du gramme d'héroïne à celui de la passe, anticipant une hausse de 0,7 point du PIB.

L'institut européen des statistiques avait également demandé aux Etats membres d'intégrer la prostitution dans leurs statistiques nationales, estimant qu'il s'agissait de transactions commerciales consenties librement. Ce dernier point fait débat en France ; l'Insee a tranché en estimant que le consentement des prostituées n'était *« probablement pas vérifié »*. *« Une volumineuse documentation montre que la prostitution de rue est ultra-majoritairement le fait de personnes mineures et/ou en situation irrégulière, sous la coupe de réseaux qui les obligent à se prostituer pour rembourser les passeurs. »*

Document 2



Document 3

A partir des données du tableau suivant, calculez le PIB réel et les indices PIB

PIB EN EUROS COURANTS ET EN EUROS CONSTANTS					
	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
PIB en milliards d'euros courants	1 800	2 000	2 150	2 300	2 450
Indice des prix (base 100 de l'année 1)	100,0	107,2	113,5	119,5	123,5
PIB en milliards d'euros constants					
Indice PIB (en euros courants)	100				
Indice PIB (en euros constants)	100				

<u>Document 4</u> – L'IDH

L'Indicateur de Développement Humain, ou I.D.H., a comme objectif d'essayer de mesurer le niveau de développement des pays, sans en rester simplement à leur poids économique mesuré par le Produit intérieur brut (P.I.B.) ou le P.I.B. par habitant. Il intègre donc des données plus qualitatives. C'est un indicateur qui fait la synthèse (on l'appelle indicateur composite ou synthétique) de trois séries de données :

- La **santé / longévité** (mesurées par l'espérance de vie à la naissance), qui permet de mesurer indirectement la satisfaction des besoins matériels essentiels tels que l'accès à une alimentation saine, à l'eau potable, à un logement décent, à une bonne hygiène et aux soins médicaux.
- Le **savoir** ou **niveau d'éducation**. Il est mesuré par la durée moyenne de scolarisation pour les adultes de plus de 25 ans et la durée attendue de scolarisation pour les enfants d'âge scolaire. Il traduit la satisfaction des besoins immatériels tels que la capacité à participer aux prises de décision sur le lieu de travail ou dans la société.
- Le **niveau de vie** (logarithme du revenu brut par habitant en parité de pouvoir d'achat), afin d'englober les éléments de la qualité de vie qui ne sont pas décrits par les deux premiers indices tels que la mobilité ou l'accès à la culture.

L'I.D.H. est calculé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (P.N.U.D.). Il se présente comme un nombre sans unité compris entre 0 et 1. Plus l'I.D.H. se rapproche de 1, plus le niveau de développement du pays est élevé. Le calcul de l'I.D.H. permet l'établissement d'un classement annuel des pays.

Entre 2014 et 2015, l'IDH du monde a progressé, passant de 0,711 à 0,717.

Classement IDH 2016 : les 20 premiers pays

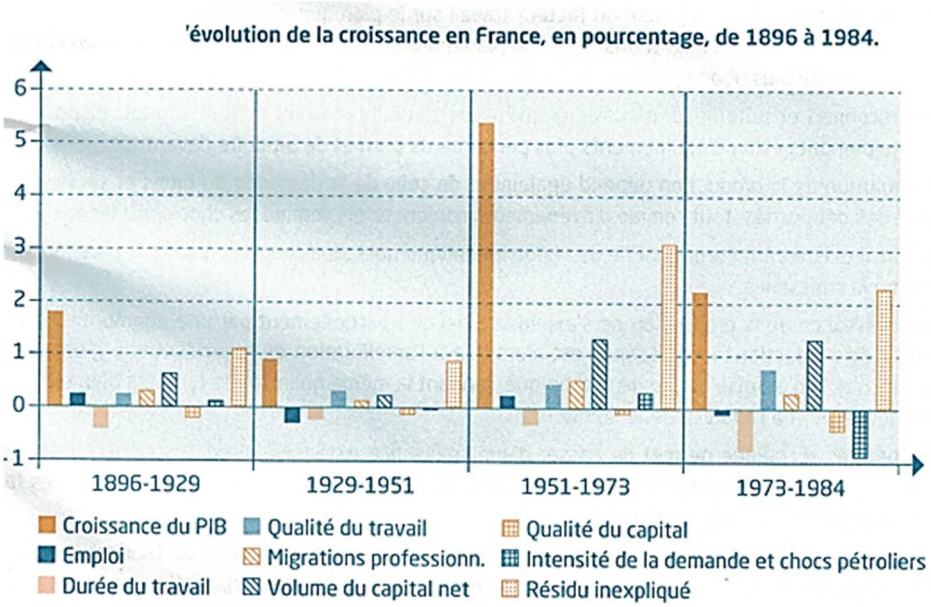
Rang	Pays	IDH	Espérance de vie à la naissance (années)	Durée moyenne de scolarisation (années)	Durée attendue de scolarisation (années)	Revenu national brut (RNB) par habitant (PPA $ 2011)
1	Norvège	0,949	81,7	12,7	17,7	67 614
2 ex aequo	Australie	0,939	82,5	13,2	20,4	42 822
2 ex aequo	Suisse	0,939	83,1	13,4	16	56 364
4	Allemagne	0,926	81,1	13,2	17,1	45 000
5 ex aequo	Danemark	0,925	80,4	12,7	19,2	44 519
5 ex aequo	Singapour	0,925	83,2	11,6	15,4	78 162
7	Pays-Bas	0,924	81,7	11,9	18,1	46 326
8	Irlande	0,923	81,1	12,3	18,6	43 798
9	Islande	0,921	82,7	12,2	19	37 065
10 ex aequo	Canada	0,92	82,2	13,1	16,3	42 582
10 ex aequo	Etats-Unis	0,92	79,2	13,2	16,5	53 245
12	Hong-Kong	0,917	84,2	11,6	15,7	54 265
13	Nouvelle-Zélande	0,915	82	12,5	19,2	32 870
14	Suède	0,913	82,3	12,3	16,1	46 251
15	Liechtenstein	0,912	80,2	12,4	14,6	75 065
16	Royaume-Uni	0,909	80,8	13,3	16,3	37 931
17	Japon	0,903	83,7	12,5	15,3	37 268
18	Corée du Sud	0,901	82,1	12,2	16,6	34 541
19	Israël	0,899	82,6	12,8	16	31 215
20	Luxembourg	0,898	81,9	12	13,9	62 471

Source : PNUD

<u>Document 5</u> – Cas

- **A partir de l'exploitation des documents A et B,**
  1. **Analysez l'évolution de la croissance française au 20ème siècle**
  2. **Identifiez et expliquez les sources de la croissance**
- **A partir de l'exploitation du document C,**
  3. **Expliquez à quoi correspond la stagnation séculaire**
  4. **Pour quelles raisons l'économiste américain Gordon prévoit une nouvelle stagnation séculaire ?**

Document A



Source : Dubois (1985), in « Fonction de production et contribution des facteurs à la croissance du PIB », académie de Limoges, http://pedagogie.ac-limoges.fr/ses/spip.php?article517

Document B

Source : D'après données INSEE.

Document C

La stagnation séculaire (extrait d'un entretien avec Robert Gordon, professeur d'économie à l'université de Northwestern)

Avec la sortie de son nouveau livre, l'économiste R. Gordon relance le débat sur l'avenir de la croissance. Pour lui, elle sera faible. Le numérique n'aura qu'un effet de courte durée.

Vous montrez qu'au cours du dernier siècle et demi, l'économie américaine a connu une seule grande vague de productivité entre 1920 et 1970. Comment s'explique-t-elle ?

Tout démarre avec deux grandes innovations à la fin du XIXe siècle : l'électricité et le moteur à combustion interne. Elles vont être progressivement utilisées dans l'industrie et les transports pour faire sentir leur plein effet à partir des années 1920. C'est le moment où le nombre de voitures passe de 8 millions à 27 millions, où les moteurs électriques remplacent les moteurs à vapeur dans les usines, etc.

À ce boom initial viennent s'ajouter d'autres explications. D'abord, le *New Deal* promeut le pouvoir des syndicats, qui obtiennent une réduction de la durée du travail et une hausse des salaires. Ce qui se traduit par des salariés moins fatigués et plus productifs, ainsi que par une augmentation du coût du travail qui incite les entreprises à substituer du capital au travail. Ensuite, la Seconde Guerre mondiale a exercé une forte pression sur la capacité des entreprises à produire beaucoup et rapidement. Cela les a incitées à trouver des raccourcis pour travailler avec plus d'efficacité, un savoir qu'elles n'ont pas oublié une fois le conflit terminé. Enfin, en dépit de la dépression, les années 1930 sont une période où l'innovation reste très présente : de la climatisation au développement des antibiotiques en passant par les produits en plastique et bien d'autres choses. Ceci explique pourquoi les États-Unis vont connaître durant cette décennie un boom historique de productivité.

Depuis les années 1960, nous connaissons une troisième révolution industrielle liée à l'informatique et aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Mais son impact positif sur la productivité a été, dites-vous, de très courte durée.

Oui, et il n'est pas évident de comprendre pourquoi l'effet de l'ère digitale a été concentré sur une petite décennie entre 1994 et 2004. Robert Solow a résumé cette énigme en disant qu'« *on peut voir des ordinateurs partout, sauf dans les chiffres de productivité* » ! L'explication la plus plausible est que cette révolution informatique ne concerne qu'une petite partie de notre économie. Nous ne nous logeons par avec des ordinateurs, pas plus qu'ils ne nous servent à nous habiller, à nous emmener au travail, etc. La réponse finale à Solow, c'est que les ordinateurs ne sont pas partout.

Vous affirmez que les vingt-cinq prochaines années seront marquées par une très faible croissance de la productivité.

Je ne prédis pas un effondrement de la productivité globale des facteurs (*), mais le maintien à un niveau très bas. L'une des raisons principales tient à une moindre progression du niveau d'éducation que durant le siècle précédent. Le nombre de lycéens atteint un plateau, celui des étudiants progresse faiblement et 40 % de ceux qui obtiennent un diplôme après quatre ans d'université ne trouvent pas à s'employer à ce niveau.

Mais personne n'est en mesure de prédire les futures innovations qui peuvent révolutionner notre monde et apporter une nouvelle vague de forte productivité !

Ma prédiction ne va pas plus loin que les vingt-cinq prochaines années, période pour laquelle les innovations qui vont se développer sont déjà là : la voiture sans chauffeur, l'imprimante 3D, les petits robots, l'intelligence artificielle, etc. Je prends en compte leur intégration progressive dans nos économies ; elles seront source de gains de productivité mais de gains faibles. Par exemple le *big data* sert surtout aujourd'hui les stratégies marketing des grandes entreprises, ce qui leur permet de se prendre des parts de marchés les unes aux autres, un jeu à somme nulle.

* Productivité globale des facteurs : capacité d'une économie à marier plus efficacement le travail et le capital. C'est une mesure du progrès technique.

Source : C. Chavagneux, « Nos innovations ont déjà produit leurs effets », Alternatives économiques, *n° 353, janvier 2016.*

Document 6

Rappel : La loi des rendements décroissants est un concept développé par l'économiste **David Ricardo**. Il a appliqué ce concept à l'agriculture en affirmant que plus des terres sont exploitées pour faire face à l'accroissement de la population, moins elles seront fertiles et **les rendements** diminueront. L'exploitation des ressources est donc rentable pour un petit nombre de personnes mais lorsque la population augmente et nécessite l'exploitation d'autres ressources, celles-ci sont moins productives. Cette théorie rejoint celle de l'économiste **Thomas Malthus** qui soutient que la hausse de la population engendre la réduction des ressources disponibles.